



HAL
open science

Une confiance très inégale dans les institutions

Camille Bedock

► **To cite this version:**

Camille Bedock. Une confiance très inégale dans les institutions. Pierre Bréchon (dir.). Les européens et leurs valeurs, entre individualisme et individualisation, Presses universitaires de Grenoble, pp.157-170, 2023, Libres Cours Politique, 9782706151620. hal-04094922

HAL Id: hal-04094922

<https://hal.science/hal-04094922v1>

Submitted on 12 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une confiance très inégale dans les institutions

Citation : Bedock, Camille (2023). « Une confiance très inégale dans les institutions », dans Bréchon, Pierre (Dir.), *Les européens et leurs valeurs, entre individualisme et individualisation*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, Collection Libres Cours politique, pp. 157-170.

Comme le rappelle Claus Offe (1999, 65-76), la confiance dans les institutions peut être comprise comme une mesure de la confiance dans les personnes qui occupent des fonctions définies par des règles précises régulant ces institutions. En quelles institutions les Européens ont-ils confiance ? La réponse à cette question est délicate, tant elle varie dans le temps, selon l'institution considérée, selon les pays et selon les caractéristiques des individus. Ce bref chapitre exploratoire ne pourra qu'effleurer la question, en s'employant à broser à grands traits quelques-uns des traits saillants de la confiance dans les institutions des Européens. Il s'appuie sur les enquêtes Valeurs conduites de 1990 à 2017, avec une focale particulière sur cette dernière vague d'enquête. L'étude de la confiance dans les institutions s'est le plus souvent concentrée sur le cas des institutions politiques, qui ont fait l'objet de vastes études comparatives (Dalton 2004; Norris 1999; Zmerli and van der Meer 2017), souvent pour mesurer le « niveau de soutien politique » (*political support*) qualifié de « réservoir » de légitimité indispensable au bon fonctionnement d'un régime démocratique et à sa pérennité (Easton 1965). Le déclin de ce niveau de confiance (Dalton 2004) – bien qu'il doive être qualifié selon les pays et selon les institutions considérées (Norris 2011; Thomassen 2015) - et ses conséquences potentiellement délétères pour la démocratie ont été largement auscultées dans une série de contextes.

Pour autant, le cas de la confiance dans les institutions politiques est particulier : comme le souligne ce chapitre, toutes les institutions ne font pas l'objet d'une telle défiance. Les institutions de l'Etat-Providence, par exemple, ou encore les institutions régaliennes que sont l'armée et la police échappent largement à ce désaveu. Ce sera l'objet de la première partie de ce chapitre qui s'intéressera à la confiance dans les différents types d'institutions en Europe à travers le temps. Dans un second temps, à partir de cartographies basées sur les grands types d'institutions (institutions d'ordre, institutions de l'Etat-Providence et institutions politiques), nous montrerons à quel point émergent des différences marquées selon les pays. Les nations scandinaves, caractérisées par une forte confiance dans l'ensemble des institutions, viennent ici

s'opposer à certains pays de l'ancien bloc communiste comme la Croatie où ce niveau de confiance est extrêmement bas. Troisièmement, ce chapitre explorera les caractéristiques individuelles associées à une plus grande confiance dans les institutions.

1- Une confiance marquée dans les institutions de maintien de l'ordre et les services publics

Alors que la confiance interpersonnelle est stable dans le temps et relativement indépendante des expériences que rencontre un individu après sa socialisation primaire, la confiance dans les institutions politiques est au contraire essentiellement évaluative et donc plus variable à travers le temps en fonction de la performance des institutions et du contexte (Uslaner 2017, 4). Le tableau 1 reporte le niveau agrégé de confiance dans l'ensemble des institutions testées dans les différentes vagues de l'enquête Valeurs depuis 1990 dans les pays testés à l'ensemble des vagues¹.

Tableau 1 – Proportion de répondants ayant une grande ou une certaine confiance dans les différentes institutions par vague d'enquête (EVS, 22 pays européens)

	1990	1999	2008	2017	Moyenne
La police	59	62	68	75	66
Le système éducatif	63	72	68	69	68
Les forces armées	47	54	61	68	57
Le système de santé	-	62	60	67	63
Les organisations environnementales	-	-	57	57	57
Le système judiciaire	51	46	51	57	51
Le système de sécurité sociale	52	50	53	54	52
L'Organisation des Nations Unies		54	57	54	55
L'administration	39	40	46	50	44
L'Eglise	49	49	48	45	48
L'Union européenne	56	45	50	45	49
Les syndicats	35	36	40	41	38
Les grandes entreprises	43	40	38	39	40
Le Parlement	43	38	38	37	39
Le gouvernement	-	-	33	35	34
La presse	35	36	40	31	36
Les partis politiques	-	-	19	19	19
Les réseaux sociaux	-	-	-	18	18

¹ A l'exception de certaines institutions testées une fois seulement à certaines vagues préalables à celle de 2017. Nous avons inclus dans cette analyse les 22 démocraties qui ont été systématiquement intégrées à l'enquête entre 1990 et 2017, soit l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Slovaquie et la Suède.

Source : Enquête Valeurs 1990-2017

Note : Les chiffres en gras montrent la valeur maximum par vague d'enquête. Les institutions sont classées en fonction de celle suscitant le plus de confiance à celle suscitant le plus de défiance en 2017.

D'importantes fluctuations temporelles se font jour selon les vagues d'enquête, mais aussi une certaine stabilité dans la « hiérarchie » de la confiance, plaçant les institutions d'ordre et liées à l'Etat Providence en tête des institutions suscitant la plus forte adhésion, et les institutions politiques et médiatiques en queue de peloton. La police apparaît comme l'institution suscitant la plus forte confiance en 2008 et 2017, alors que c'est le cas du système éducatif en 1990, 1999 à égalité avec la police en 2008. De façon générale, ce sont les institutions liées au maintien de l'ordre (police, armée) qui sont les plus « plébiscitées » en 2017. Le système judiciaire se distingue des autres institutions liées à la sécurité et au maintien de l'ordre : seule une moitié des Européens en moyenne déclarent avoir confiance dans l'institution judiciaire, avec des disparités extrêmement importantes entre pays (*cf. infra.*). Le cas de l'armée est également frappant : alors que cette institution ne suscitait la confiance que de moins de la moitié des Européens en 1990, date correspondant à la chute du mur de Berlin, à l'effondrement de l'Union soviétique et à la démocratisation de pays d'Europe centrale et orientale, le niveau de confiance dans cette institution s'élève à 68 % des répondants en 2017. Plusieurs institutions liées à l'Etat-Providence et à la fourniture de services publics (système éducatif plus particulièrement, mais aussi système de santé) font également l'objet d'une forte confiance. Les autorités professionnalisées et relativement indépendantes des agendas politiques en charge de la mise en œuvre de fonctions comme la sécurité, la redistribution et la fourniture de services publics font donc l'objet d'une confiance plus importante que les institutions politiques (Marien 2011; Warren 2017). « L'administration », entité pouvant désigner le fonctionnement général de l'Etat, suscite une confiance plus faible : en moyenne 44 % des enquêtés.

A l'inverse, les institutions politiques que sont le gouvernement, le Parlement, et surtout les partis politiques suscitent une défiance importante de la part des citoyens européens. Seuls 19 % des enquêtés déclarent avoir confiance dans ces derniers en 2017. Cela ne fait que confirmer une série de travaux montrant que les institutions politiques sont toujours celles en lesquelles les citoyens ont le moins confiance, contrairement à des institutions perçues comme plus neutres et impartiales (Zmerli et Newton 2017). Les institutions liées à la société civile organisée se caractérisent pour leur part par un niveau de confiance assez hétérogène. Si les organisations environnementales inspirent confiance à plus de la moitié des personnes interrogées et l'Eglise en

moyenne à environ la moitié, les grandes entreprises, les syndicats et la presse suscitent une défiance importante : seuls un peu plus d'un tiers des Européens sondés leur accordent leur confiance en moyenne. La confiance dans la presse est fortement corrélée à la confiance dans les institutions politiques, et le lien entre les deux a tendu à se renforcer à travers le temps dans un contexte de polarisation croissante (Hanitzsch, Van Dalen, et Steindl 2018). Les réseaux sociaux, seulement testés en 2017, suscitent un désamour particulier : ils sont l'institution dont se méfient le plus les enquêtés. Enfin, les institutions internationales que sont l'Union européenne et l'Organisation des Nations-Unies ne suscitent pas une aussi forte défiance que les institutions politiques nationales : environ la moitié des enquêtés leur accordent leur confiance en moyenne. Il faut cependant noter une certaine tendance à l'érosion de la confiance pour l'UE en 2017, qui peut être reliée à la récession amorcée en 2007 (Armingeon et Ceka 2014) et à la politisation croissante des enjeux européens qui en a résulté autour de la détermination des politiques économiques.

Si les institutions liées au maintien de l'ordre (armée, police) et à la fourniture de services publics essentiels que sont l'éducation et la santé sont les plus plébiscitées au détriment notamment des institutions politiques, de la presse ou des réseaux sociaux, ces évolutions masquent de très fortes disparités selon les pays qui ont tendu à s'accroître à travers le temps.

2 – Confiance et défiance selon les pays : la Scandinavie, et les autres

Pour donner un aperçu des variations entre pays du niveau de confiance dans les différentes institutions, nous nous focalisons ici sur la dernière vague d'enquête de 2017 en omettant les pays extra-européens², et avons regroupé une série d'institutions en fonction de leur rôle respectif dans l'architecture étatique :

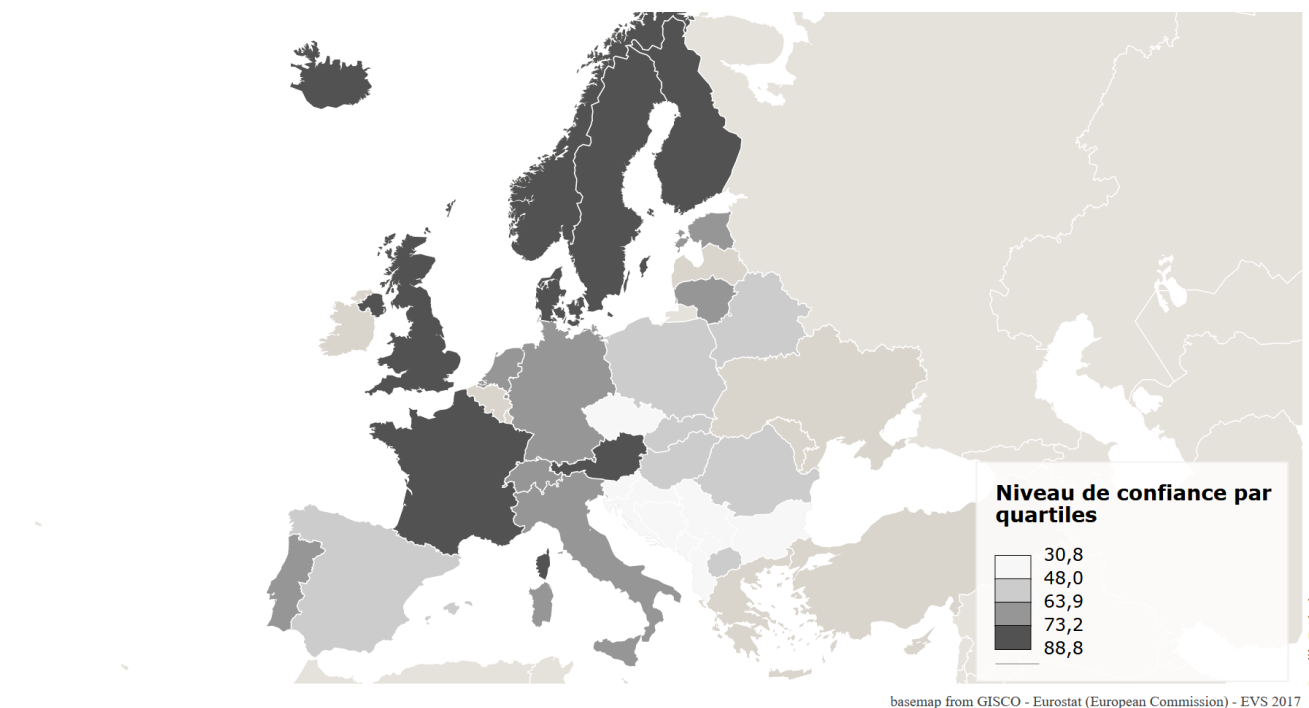
- Les institutions d'ordre (police, justice, armée)
- Les institutions liées à l'Etat-Providence (système éducatif, système de santé, système de sécurité sociale, administration)
- Les institutions politiques (Parlement, gouvernement, partis politiques)

Nous laissons donc de côté les institutions internationales et les institutions liées à la société civile organisée. Les trois cartes suivantes (Figures 1 à 3), après calcul de la moyenne des répondants ayant une grande ou une certaine confiance dans les institutions citées ci-dessus, classent les pays par quartiles en fonction du niveau de confiance dans les trois séries d'institutions.

² Sont exclus sur la carte l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Russie.

La première carte (Figure 1) dessine une division assez nette entre pays d'Europe de l'Ouest et du Nord et d'Europe de l'Est, avec des niveaux de confiance dans les institutions d'ordre particulièrement faibles dans les pays des Balkans notamment. Ainsi, seuls 30 % des bulgares ont confiance en moyenne dans le triptyque police-justice-armée, alors que c'est le cas de 89 % des répondants finlandais. La défiance apparaît plus forte dans les pays ayant un passé autoritaire récent, comme l'illustre par exemple le cas espagnol, qui se caractérise par le niveau de confiance dans les institutions d'ordre le plus faible des pays d'Europe occidentale. On peut supposer qu'il existe une mémoire négative du système autoritaire dont ces institutions constituaient une pierre angulaire. Il existe des écarts particulièrement vertigineux dans les niveaux de confiance dans le système judiciaire qui est l'institution testée dans le sondage pour laquelle on enregistre la plus forte dispersion dans les niveaux de confiance entre pays en 2017 (écart-type de 20 points) : alors que 13,1% des répondants croates ont confiance dans les institutions judiciaires, c'est le cas de presque neuf norvégiens sur 10. Le soutien aux institutions d'ordre apparaît fortement lié aux perceptions du niveau de corruption, qui recoupe en partie les divisions Est-Ouest, mais est également corrélé à la confiance dans les institutions politiques (partis, gouvernement et parlement) de manière plus générale (Staubli 2017).

Figure 1. Carte de la confiance dans les institutions d'ordre en Europe, 2017

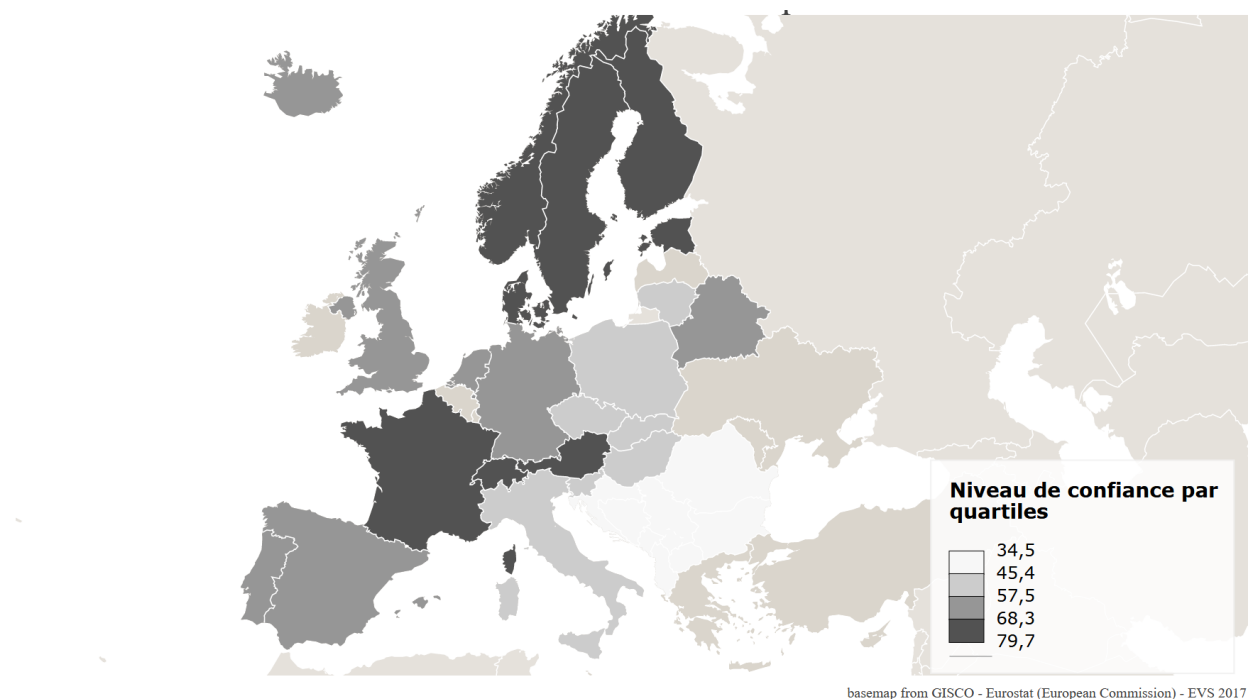


Source : Enquête Valeurs 2017

Si l'on examine la carte de la confiance dans les institutions de l'Etat-Providence (Figure 2), les pays des Balkans se caractérisent à nouveau par une défiance beaucoup plus importante que le

reste de l'Europe, tandis que les enquêtés en France, en Suisse, en Autriche et en Europe du Nord témoignent une confiance particulièrement élevée. La Croatie, une nation caractérisée par des divisions politiques et identitaires extrêmement profondes et une corruption importante, est le pays où ce niveau de confiance est le plus faible (34,5 % de confiance dans les institutions de l'Etat-Providence en moyenne), tandis que les Norvégiens sont à nouveau les plus confiants : huit sur dix ont confiance dans ces institutions en moyenne. La France, malgré sa défiance particulière dans les institutions politiques (Grossman et Sauger, 2017), est le pays d'Europe dans lequel les citoyens ont la plus forte confiance dans la sécurité sociale (80.1%). Les pays dans lesquels la confiance dans l'Etat-Providence est la plus importante sont soit des systèmes libéraux et socio-démocrates basés sur l'universalité des prestations (Esping-Andersen 1990) comme le Royaume-Uni ou les pays scandinaves, soit des systèmes corporatistes ou « continentaux » comme la France ou l'Autriche s'appuyant sur des Etats-Providence généreux. Au contraire, les répondants de pays du Sud de l'Europe comme l'Italie, le Portugal ou l'Espagne, caractérisés par un Etat-Providence plus faible s'appuyant davantage sur la solidarité intrafamiliale (Ferrera 1996) affichent une moindre confiance dans les institutions de l'Etat-Providence.

Figure 2. Carte de la confiance dans les institutions de l'Etat-Providence en Europe, 2017



Source : Enquête Valeurs 2017

Dans l'ensemble, cette carte recoupe assez largement celle de la part du niveau de dépense sociale en Europe : en effet, les pays d'Europe centrale et orientale et d'Europe du Sud dans une moindre mesure consacrent une part de leur PIB à la protection sociale plus faible que les pays

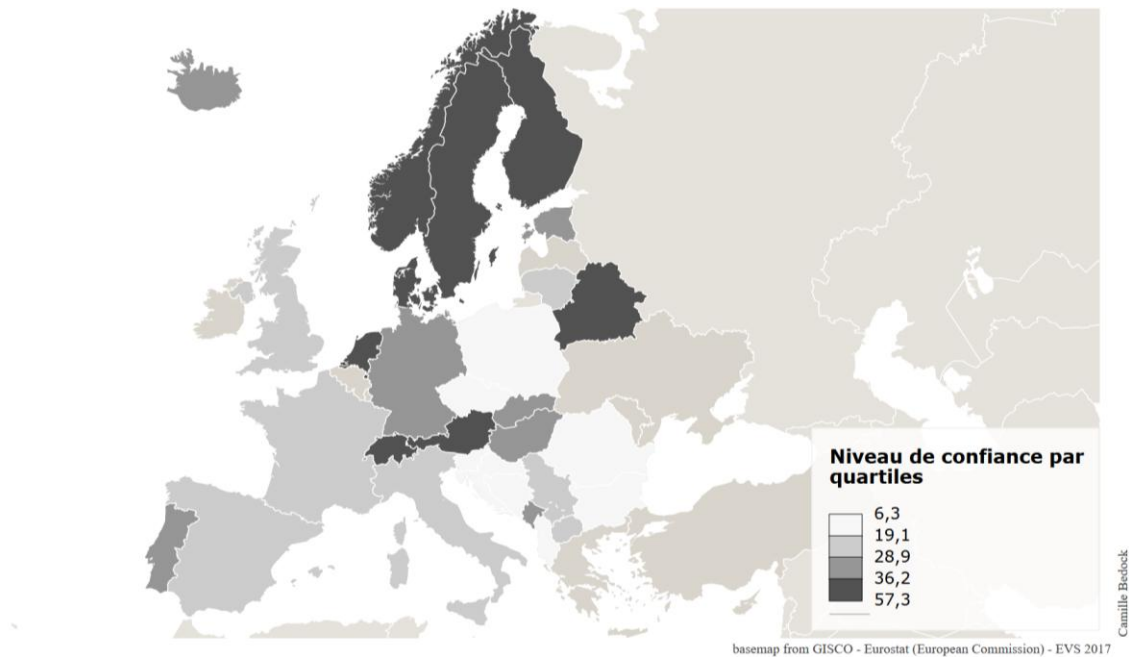
d'Europe continentale et du Nord, et sont également les plus défiants (à l'exception des Etats baltes et notamment de l'Estonie). L'existence d'un lien positif entre la générosité de l'Etat-Providence et la confiance politique et interpersonnelle a déjà été établie empiriquement (Kumlin, Stadelmann-Steffen, et Haugsgjerd 2017) et apparaît notamment particulièrement liée au système de santé (Wendt et al. 2010). Cela explique par exemple pourquoi les enquêtés d'un pays comme le Royaume-Uni, où la NHS (*National Health Service*) a parfois été qualifiée de « religion nationale »³ expriment une très forte confiance dans l'Etat-Providence.

Enfin, la carte de la confiance dans les institutions politiques (Figure 3) laisse à nouveau apparaître une forme « d'exception scandinave » : le Danemark, la Norvège, la Suède et la Finlande font tous partie des pays où les répondants expriment la confiance la plus forte dans le Parlement, le gouvernement et les partis politiques. La Suisse, les Pays-Bas et l'Autriche se caractérisent également par un haut niveau de confiance. Ces pays sont des démocraties plutôt consensuelles (Lijphart 1999) s'appuyant sur des institutions proportionnelles, des gouvernements relativement stables et une polarisation plutôt modérée. A l'inverse, les répondants français, italiens, britanniques ou espagnols affichent une confiance dans leurs institutions politiques inférieure à la moyenne européenne. Ces pays se caractérisent par des institutions majoritaires ou dans lesquelles la logique majoritaire s'est renforcée dans la période récente – c'est notamment le cas en Italie - mais aussi par une certaine instabilité politique qu'illustre par exemple la débâcle des partis traditionnels de gouvernement que sont le PS et LR lors des élections présidentielle et législatives de 2017 en France. En Europe de l'est, si les répondants en Estonie, en Hongrie, en République tchèque et au Monténégro expriment une confiance plus importante que leurs voisins en leurs institutions politiques, les citoyens des pays comme la Pologne ou les pays des Balkans sont particulièrement méfiants. La Croatie se caractérise à nouveau par son extrême défiance : seuls 6.3% des Croates ont confiance en moyenne dans leur Parlement, leur gouvernement ou leurs partis. Cette carte vient confirmer les résultats de plusieurs auteurs (Thomassen 2014; Marien 2011) qui avaient déjà montré que les démocraties consensuelles utilisant des règles proportionnelles, du fait de la meilleure représentation des préférences de leurs citoyens, ont un plus haut niveau de satisfaction envers la démocratie, une mesure très corrélée à la confiance dans les institutions politiques. D'autres (Bauer et Fatke 2014) ont également suggéré un lien entre confiance dans les institutions politiques et disponibilité des instruments de démocratie directe, ce qu'illustre ici le cas de la Suisse. Enfin, la forte défiance enregistrée dans les pays d'Europe

³ Nigel Lawson, ancien chancelier de l'Echiquier conservateur de 1983 à 1989 et artisan de réformes en faveur de la privatisation avait ironiquement affirmé en 1992 que « la NHS est ce qui se rapproche le plus d'une religion pour les anglais ». <https://www.economist.com/britain/2000/07/27/the-english-patient>

centrale et orientale vient rappeler le fait qu'il s'agit de la région du monde où la défiance envers les institutions politiques est la plus forte (Mattes et Moreno 2017, 367).

Figure 3. Carte de la confiance dans les institutions politiques en Europe, 2017



Source : Enquête Valeurs 2017

Pour conclure, les différences entre les pays européens sur ces trois types d'institutions laissent apparaître le cas particulier des démocraties scandinaves qui, outre leur forte confiance dans l'ensemble des institutions, se caractérisent également par un haut niveau de confiance interpersonnelle et par des sociétés riches, homogènes, et égalitaires (Newton, Stolle, et Zmerli 2018, 39), contrairement aux pays d'Europe centrale et orientale caractérisés par une faible confiance interpersonnelle et une défiance généralisée dans les institutions. La confiance dans les institutions a connu une baisse importante en Europe de l'Est entre 1989 et le début des années 2000, avant une stabilisation à un niveau bas. L'accroissement des inégalités dans ces démocraties y a été associé à une baisse de la confiance (Uslaner 2008).

Une exploration des déterminants individuels de la confiance

Explorer plus précisément les déterminants individuels de la confiance dans les différentes institutions nécessiterait d'une part une analyse inférentielle permettant de démêler le poids respectif de chaque variable « toutes choses égales par ailleurs » et d'autre part un dispositif attentif aux différences entre institutions. De plus, les fortes variations par pays et par zones géographiques tendent à atténuer l'importance des différences individuelles, bien que celles-ci existent tout de même. Une analyse descriptive se révèle tout de même riche d'enseignements.

Malgré les forts écarts de confiance évoqués ci-dessus, à l'échelle individuelle, la confiance dans les différentes institutions co-varie fortement⁴. Après avoir recodé l'ensemble des variables pour que 0 exprime le niveau le plus bas de confiance et 3 le plus élevé, nous avons construit une échelle additive de confiance dans les institutions ($\alpha = 0.89$), puis avons converti celle-ci de 0 à 100 par souci de lisibilité. Un score de 0 exprime l'absence de confiance dans toutes les institutions testées et 100 le niveau de confiance maximal dans l'ensemble des institutions mentionnées dans la vague de 2017 (cf. Tableau 2).

Comme le rappellent Sonya Zmerli et Kenneth Newton, plusieurs variables influencent la confiance individuelle dans les institutions : l'éducation, la classe sociale, le niveau de revenu, l'âge, le sexe, la religiosité, mais aussi la confiance interpersonnelle ou encore le lien plus ou moins distendu avec les institutions sociales et politiques du pays (Zmerli et Newton 2011). Les auteurs formulent l'hypothèse générale suivante, celle des gagnants et des perdants (*winner-loser hypothesis*) : les individus les plus défiants - les « perdants » - présenteraient des caractéristiques psychologiques particulières (faible confiance interpersonnelle), seraient plus exposés aux difficultés économiques (faible qualification et plus grande précarité) et moins impliqués dans les activités politiques et sociales (faible participation) que les individus plus confiants. En somme, la confiance interpersonnelle et l'intégration sociale et politique seraient des prédicteurs de la confiance individuelle dans les institutions politiques. Pour vérifier cette hypothèse, nous reportons ici le score moyen sur l'échelle de confiance de 0 à 100 de confiance dans les institutions pour une série de variables : le genre, la classe d'âge, le niveau de diplôme, le niveau de revenu, le niveau de religiosité, le niveau de participation électorale⁵, le positionnement gauche droite, l'intérêt pour la politique et la confiance interpersonnelle. Des tests ANOVA confirment que l'ensemble des différences de moyenne reportées ci-dessous sont statistiquement significatives.

⁴ Comme le suggèrent des tests V de Cramer, non reportés ici, presque systématiquement supérieurs à 0.20 et s'élevant jusqu'à 0.56 ce qui suggère une forte covariation entre les différentes variables de confiance dans les institutions.

⁵ L'enquête demandait aux répondants, pour les élections locales, nationales et européennes respectivement, s'ils votent « jamais », « parfois » ou « toujours ». L'abstention systématique désigne les répondants indiquant qu'ils ne participent jamais à aucun type d'élection, les participants systématiques ceux qui participent à l'ensemble des élections, et l'abstention intermittente l'ensemble des autres répondants.

Tableau 2 - Confiance moyenne dans les institutions (échelle de 0 à 100, vague 2017 de l'enquête Valeurs) selon les caractéristiques individuelles des enquêtés

	Score moyen	N
Hommes	52	19335 (47.3%)
Femmes	52	21505 (52.7%)
15-24 ans	52	3971 (9.8%)
25-34 ans	<i>51</i>	6339 (15.6%)
35-44 ans	52	6999 (17.3%)
45-54 ans	52	7365 (18.1%)
55-64 ans	52	7247 (17.8%)
65 ans et plus	54	8731 (21.5%)
Diplôme du secondaire du premier cycle ou moins	52	7634 (18.8%)
Diplôme du secondaire	<i>51</i>	18606 (45.9%)
Education post-bac	54	14317 (35.3%)
Décile de revenu le plus bas	<i>52</i>	3217 (9.1%)
Décile de revenu le plus élevé	54	2693 (7.6%)
Se qualifie de quelqu'un de religieux	53	25064 (63.1%)
Se qualifie de quelqu'un de non religieux	52	11282 (28.4%)
Athée convaincu	<i>49</i>	3367 (8.5%)
Abstentionnistes permanents	<i>48</i>	3978 (9.9%)
Electeurs intermittents	51	12893 (32%)
Participation électorale systématique	54	23483 (58.2%)
Très intéressé par la politique	55	5389 (13.2%)
Assez intéressé par la politique	54	15074 (37%)
Peu intéressé par la politique	52	11772 (28.9%)
Pas intéressé par la politique	<i>46</i>	8491 (20.9%)
Extrême gauche (1-2)	<i>49</i>	3591 (10.3%)
Gauche (3-4)	54	6696 (19.2%)
Centre (5)	51	9628 (27.6%)
Droite (6-7)	54	8164 (23.4%)
Extrême droite (8-10)	54	6870 (19.7%)
On peut faire confiance à la plupart des gens	57	15219 (37.8%)
On n'est jamais trop prudent	<i>49</i>	25061 (62.2%)

Source : Enquête Valeurs 2017.

Note : Les résultats indiqués en gras correspondent à la valeur maximale, ceux en italique à la valeur minimale

Les femmes et les hommes expriment un niveau de confiance similaire dans les institutions. Les individus de 65 ans et plus expriment la plus forte confiance dans les institutions de toutes les classes d'âge, confirmant l'idée selon laquelle les générations les plus âgées sont plus déférentes vis-à-vis des institutions établies alors que les générations plus jeunes sont plus critiques et distantes (Dalton et Welzel 2014). Les enquêtés ayant un diplôme universitaire sont ceux qui expriment la plus grande confiance dans les institutions tandis que ceux qui ont un diplôme du secondaire sont les plus défiants, davantage encore que ceux disposant d'un diplôme du secondaire du premier cycle ou moins. Les variables de l'âge et du diplôme doivent ici être croisées : en effet, les individus appartenant aux générations les plus âgées sont beaucoup plus nombreux à avoir un faible niveau de diplôme, alors qu'ils sont plus confiants que les autres générations. Les individus appartenant au dernier décile en termes de revenus ont davantage confiance dans les institutions que ceux ayant le revenu le plus faible. L'ensemble de ces constats suggère assez clairement que les individus les plus exposés à la précarité sociale et économique (jeunes, faiblement diplômés et disposant d'un faible revenu) sont moins enclins à faire confiance aux institutions, alors que celles et ceux qui bénéficient d'une position plus privilégiée dans la structure sociale les plébiscitent davantage.

Le niveau de religiosité, la fréquence de la participation électorale et l'intérêt pour la politique sont autant de variables permettant de comprendre le rapport et l'intégration des individus à l'ordre social et politique. Les athées convaincus, ne représentant ici que 8.5% des Européens enquêtés, s'avèrent beaucoup plus défiants vis-à-vis des institutions existantes que les autres enquêtés, qu'ils soient religieux ou non-religieux. On peut supposer que la posture critique et individualiste qu'implique l'athéisme militant permet de comprendre cet écart. Les abstentionnistes permanents (10% de l'échantillon) expriment une confiance largement moindre dans les institutions que les électeurs intermittents et surtout que les votants systématiques. La littérature suggère depuis bien longtemps que l'abstention systématique, sous-déclarée dans les grandes enquêtes du fait du stigmate social qui y est associé, constitue une manifestation du manque d'intégration sociale et du sentiment d'incompétence politique. Au contraire, la participation systématique traduit à la fois une plus grande déférence face à l'ordre politique établi, une plus forte confiance dans ses capacités politiques et une position plus privilégiée dans la structure sociale. Ce résultat est confirmé en examinant les différences de niveau de confiance selon le niveau d'intérêt pour la politique : les individus n'exprimant aucun intérêt pour la politique affichent également une défiance beaucoup plus importante que tous les autres enquêtés vis-à-vis des institutions existantes, avec un écart de moyenne de confiance de presque dix points par rapport aux individus très intéressés. Autrement dit, les individus aux marges de l'ordre social

et politique existant expriment une défiance plus élevée que les autres enquêtés qui s'étend au-delà des simples institutions politiques.

Enfin, l'orientation idéologique et la confiance interpersonnelle sont également reliés au niveau de confiance dans les institutions. Les individus positionnés à l'extrême gauche sur une échelle de 0 à 10 sont ceux qui sont les plus défiants vis-à-vis des institutions existantes. Au contraire, les individus se plaçant à gauche (3-4), à droite (6-7) et à l'extrême droite (8-10) sont les plus confiants. Les individus peu ou pas intéressés par la politique sont particulièrement surreprésentés parmi ceux qui choisissent la position médiane sur l'échelle gauche-droite, ce qui explique le plus faible niveau de confiance exprimé. Les individus se positionnant aux extrêmes, et en particulier à l'extrême gauche, soutiennent des alternatives politiques ayant un moindre accès au pouvoir politique que les individus positionnés plus au centre. Il est désormais tout à fait établi que les individus ayant voté pour un parti au pouvoir ont une plus forte satisfaction envers la démocratie et les institutions politiques que ceux qui ont voté pour un parti n'y ayant pas accès (Anderson, Blais, et Bowler 2005). La moindre confiance dans les institutions des individus ayant des positions idéologiques – et par extension, des choix politiques – plus éloignées du cœur du pouvoir politique, du moins à gauche, semblent donc influencer non seulement la confiance dans les institutions politiques, mais aussi dans les institutions en général. Enfin, et confirmant de nombreux autres travaux, un lien fort apparaît entre la confiance interpersonnelle et le niveau de confiance dans les institutions : les individus considérant qu'on peut faire confiance à la plupart des gens expriment un niveau de confiance bien plus important dans les institutions que les autres.

Plus privilégiés économiquement et socialement, plus intégrés, plus intéressés par la politique, plus actifs politiquement, et plus proches idéologiquement des partis de gouvernement, plus confiants en autrui : voilà le bref portrait-robot que l'on peut tracer des individus ayant le plus confiance dans les institutions. L'intégration économique, sociale et politique s'accompagne donc d'une confiance plus générale non seulement dans les institutions politiques, mais aussi dans l'ensemble des institutions.

Conclusion

Si les institutions politiques et des acteurs comme la presse et les réseaux sociaux suscitent une forte défiance des citoyens européens, les organisations mettant en œuvre la politique de l'Etat que sont les institutions de maintien de l'ordre (police, armée), ou encore les institutions

liées à l'Etat-Providence (système éducatif, système de santé) attirent au contraire une confiance particulière, démontrant par-là même l'attachement des citoyens européens à un Etat protecteur dans toutes les acceptions du terme, constat que la crise sanitaire ne fera sans doute que renforcer. L'analyse de la confiance dans les institutions de l'enquête Valeurs dresse donc un constat contrasté : les acteurs de la démocratie sont l'objet d'un discrédit important, mais l'Etat – qu'il s'agisse de ses fonctions régaliennes ou redistributives – est loin de subir la même disgrâce. Les différences entre nations européennes apparaissent également vertigineuses : alors que les pays scandinaves se distinguent par des niveaux de confiance très élevés dans l'ensemble des institutions, plusieurs démocraties post-communistes des Balkans (comme la Croatie ou la Bulgarie) se caractérisent au contraire par une défiance multiforme et particulièrement intense. Enfin, la confiance dans les institutions apparaît comme inégalement distribuée socialement : ce sont les individus les plus intégrés socialement et politiquement qui expriment la confiance la plus forte, suggérant par là-même que la confiance dans les institutions n'est qu'un des avatars de l'expression du soutien à l'ordre politique et social existant.

Références

- Anderson, Christopher J., André Blais, et Shaun Bowler. 2005. *Losers' consent: elections and democratic legitimacy*. Oxford: Oxford University Press.
- Armingeon, Klaus, et Besir Ceka. 2014. « The Loss of Trust in the European Union during the Great Recession since 2007: The Role of Heuristics from the National Political System ». *European Union Politics* 15 (1): 82- 107.
- Bauer, Paul C., et Matthias Fatke. 2014. « Direct Democracy and Political Trust: Enhancing Trust, Initiating Distrust—or Both? » *Swiss Political Science Review* 20 (1): 49- 69.
- Dalton, Russell J. 2004. *Democratic Challenges, Democratic Choices: the Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*. Oxford : Oxford University Press.
- Dalton, Russell J., et Christian Welzel. 2014. *The Civic Culture Transformed: From Allegiant to Assertive Citizens*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Easton, David. 1965. *A System Analysis of Political Life*. New York: John Wiley & Sons Inc.
- Esping-Andersen, Gøsta. 1990. *The Three Worlds of Welfare Capitalism*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- Ferrera, Maurizio. 1996. « The 'southern model' of welfare in social Europe ». *Journal of European Social Policy* 6 (1): 17- 37.
- Grossman, Emiliano, et Nicolas Sauger. 2017. *Pourquoi détestons-nous autant nos politiques ?* Paris : Presses de Sciences Po.
- Hanitzsch, Thomas, Arjen Van Dalen, et Nina Steindl. 2018. « Caught in the Nexus: A Comparative and Longitudinal Analysis of Public Trust in the Press ». *The International Journal of Press/Politics* 23 (1): 3- 23.
- Kumlin, S., Isabelle Stadelmann-Steffen, et A. Haugsgjerd. 2017. « Trust and the welfare state ». dans *The Oxford Handbook of Social and Political Trust*, édité par Eric M. Uslaner, 385- 408. Oxford ; New York: Oxford University Press.

- Lijphart, Arend. 1999. *Patterns of democracy. Government forms and performance in thirty-six countries*. New Haven: Yale University Press.
- Marien, Sofie. 2011. « Political Trust. An Empirical Investigation of the Causes and Consequences of Trust in Political Institutions in Europe », mai. <https://lirias.kuleuven.be/1861289>.
- Mattes, Robert, et A. Moreno. 2017. « Social and political trust in developing countries: Sub-Saharan africa and latin america ». In *The Oxford Handbook of Social and Political Trust*, édité par Eric M. Uslaner, 357- 81. Oxford: Oxford University Press.
- Newton, Ken, Dietlind Stolle, et Sonja Zmerli. 2018. « Social and Political Trust ». In *The Oxford Handbook of Social and Political Trust*, édité par Eric M. Uslaner, 37- 56. Oxford: Oxford University Press.
- Norris, Pippa. 1999. *Critical citizens: global support for democratic government*. Oxford: Oxford University Press.
- . 2011. *Democratic Deficit: Critical Citizens Revisited*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Offe, Claus. 1999. « How can we trust our fellow citizens ». In *Democracy and Trust*, édité par Mark E. Warren, 42- 87. Cambridge: Cambridge University Press.
- Staubli, Silvia. 2017. *Trusting the Police : Comparisons across Eastern and Western Europe*. transcript Verlag. <https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/37529>.
- Thomassen, Jacques. 2014. *Elections and Democracy: Representation and Accountability*. OUP Oxford.
- . 2015. « What's gone wrong with democracy, or with theories explaining why it has? » In *Citizenship and Democracy in an Era of Crisis: Essays in Honour of Jan W. Van Deth*, édité par Thomas Poguntke, Sigrid Rossteutscher, Rüdiger Schmitt-Beck, et Sonja Zmerli, 34- 50. Londres : Routledge.
- Uslaner, E.M. 2017. « The study of trust ». Dans *The Oxford Handbook of Social and Political Trust*, édité par Eric M. Uslaner, 3- 13. Oxford: Oxford University Press.
- Uslaner, Eric M. 2008. *Corruption, Inequality, and the Rule of Law: The Bulging Pocket Makes the Easy Life*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Warren, M.E. 2017. « Trust and democracy ». Dans *The Oxford Handbook of Social and Political Trust*, 75- 94. Oxford: Oxford University Press.
- Wendt, Claus, Jürgen Kohl, Monika Mischke, et Michaela Pfeifer. 2010. « How Do Europeans Perceive Their Healthcare System? Patterns of Satisfaction and Preference for State Involvement in the Field of Healthcare ». *European Sociological Review* 26 (2): 177- 92.
- Zmerli, Sonja, et Tom W. G. van der Meer. 2017. *Handbook on Political Trust*. San Francisco : Edward Elgar Publishing.
- Zmerli, Sonja, et Ken Newton. 2017. « Objects of Political and Social Trust: Scales and Hierarchies ». Dans *Handbook on Political Trust*, édité par Sonja Zmerli et Tom W. G. van der Meer, 104- 24. San Francisco : Edward Elgar Publishing.
- Zmerli, Sonja, et Kenneth Newton. 2011. « Winners, Losers and Three Types of Trust ». Dans *Winners, Losers and Three Types of Trust*, édité par Sonja Zmerli et Marc Hooghe, 67- 94. Colchester: ECPR Press.